

Un système arc-bouté sur la défense de ses intérêts

ALGÉRIE La perspective d'une élection anticipée dans quelques mois ne convainc pas

► Abdelaziz Bouteflika a officialisé sa candidature à la présidentielle... et promis qu'il n'achèverait pas ce 5^e mandat.

► Mais la proposition n'a pas apaisé la colère de la rue.

DÉCODAGE

ALGER

DE NOTRE CORRESPONDANTE

C'est trop tard. Depuis le 22 février, la rue a rendu un cinquième mandat impossible. L'analyste politique algérien Abed Charef est catégorique : la présidentielle anticipée qui serait organisée une fois Abdelaziz Bouteflika ré-élu le 18 avril, mesure annoncée dimanche dans une lettre attri-

bue au président, « ne peut plus être une porte de sortie ». À en juger par les manifestations pacifiques qui se sont déclenchées à Alger et dans plusieurs villes du pays (Oran, Annaba, Jijel...) dès la nuit tombée, les Algériens n'ont en tout cas pas adhéré aux promesses du chef de l'État – toujours hospitalisé à Genève – qui s'est engagé à « ne pas être candidat à cette élection » qui assurera sa succession.

« Ce matin, l'université de Bab Ezzouar [une des plus grandes d'Alger] était complètement déserte !, a témoigné lundi une enseignante. Les étudiants, qui se sont déjà mobilisés dimanche, ont décidé de manifester à nou-

veau mardi. Ils sont même en train de réfléchir au fait que les marches pacifiques ne servent à rien et qu'il faudrait fermer toutes les facultés du pays. » Et alors que de nouveaux appels anonymes sur les réseaux sociaux annoncent de nouvelles manifestations pour le vendredi 8 mars, une source de l'alliance présidentielle (NDLR : alliance composée de quatre partis : FLN, RND, MPA, TAJ) s'inquiète : « On voit bien que ça ne va pas s'arrêter comme ça. Pourtant la solution de la présidentielle anticipée est un excellent compromis politique puisqu'il implique qu'Abdelaziz Bouteflika accepte de se retirer. Espérons que les Algériens finiront par le comprendre. »

Le Parti socialiste des travailleurs accuse plutôt la conférence nationale, qui sera amenée à fixer la date de la présidentielle anticipée, de « pirouette qui ne sera ni élue ni légitime ». « Ce qui est proposé, c'est un semblant de concession, non pas au peuple qui réclame la chute de ce système autoritaire et antisocial, mais à l'autre faction, oligarchique et libérale, qui n'a pas cessé de revendiquer le partage du pouvoir », résume-t-on au parti. Sur Twitter, l'écrivain Kamel Daoud dénonce aussi : « Encore une année de pouvoir juste à cause d'un ego malade et pour pouvoir assurer leurs arrières. »

Si une élection présidentielle

telle qu'envisagée dans un peu plus d'un mois est impossible, quelle solution reste-t-il pour le pouvoir ? Première option : l'État profond (armée, renseignements, gendarmerie, police, administration) tente de trouver « une solution selon le calendrier électoral », explique Abed Charef, qui déboucherait sur une élection complètement impro-

bable d'un des lièvres engagés dans la course. Un bémol toutefois : les candidats les plus sérieux se sont tous désistés. Après Abderrezak Makri (islamistes), Louisa Hanoune (Parti des travailleurs), Ali Benflis, d'autres, réputés proches du système, ont aussi déclaré forfait. Saïd Bouhadja, ancien président de l'Assemblée nationale populaire, renversé par un putsch en novembre, a subitement annoncé à la presse qu'il retirait sa candidature alors qu'il venait de déposer son dossier quelques minutes auparavant. Ce lundi, c'est Abdelaziz Belaid, apparatchik du FLN ayant créé son propre parti, le Front al-Moustakbel, qui s'est rétracté.

Deuxième option : le système sort du formalisme pour reporter le scrutin de six mois, ce qui ne serait pas un problème. Car comme le souligne Ammar Belhimer, professeur de droit à

l'université d'Alger, le deal proposé – un cinquième mandat contre une élection présidentielle anticipée sans Bouteflika – est déjà « une violation flagrante de la Constitution et des lois, et atteste combien nous sommes en-

core loin de l'État de droit tant espéré ».

Dans les deux cas, rien ne changerait vraiment. « Ce que le système tend à préserver, ce sont les intérêts de l'État et ses propres intérêts », rappelle un ancien haut cadre de l'État. Ils ne sont pas forcément antagoniques, comme l'a récemment montré la guerre interne menée contre les forces de l'argent qui ont progressivement gangrené la décision politique. Mais en Algérie, il en est ainsi de la politique : les hommes changent, pas le système. ■

ADEM ARROUDJ

REVUE DE PRESSE

« Un volcan de colère »

La presse indépendante, affichait lundi sa colère après la décision du président Bouteflika. Selon le quotidien *El-Watan*, « en déposant son dossier, Abdelaziz Bouteflika a affiché son mépris à la face des Algériennes et Algériens ». Et le quotidien prévient : « L'Algérie est assise sur un volcan de colère. » « Envers et contre le peuple », titrait de son côté le quotidien arabophone *Liberté*, pour qui la promesse d'un mandat raccourci est une « manœuvre ». Seul le quotidien gouvernemental *El Moudjahid* voit dans cette candidature et les engagements pris « le message d'espoir (...) d'un homme (...) qui a le sens de l'Etat ». (afp)